



**DÉCISION N° CODEP-BDX-2025-067178 DU 8 janvier 2026 DU PRÉSIDENT DE
L'AUTORITÉ DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET DE RADIOPROTECTION PORTANT
AUTORISATION D'EXERCER UNE ACTIVITÉ NUCLÉAIRE À FINALITÉ
MÉDICALE DÉLIVRÉE AU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE
MONT DE MARSAN ET DU PAYS DES SOURCES POUR SON SERVICE DE
MÉDECINE NUCLÉAIRE**

Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection,
Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 592-21 ;
Vu le code de la santé publique, notamment le chapitre III du titre III du livre III de sa première partie et les articles R. 5212-25 à R. 5212-34 ;
Vu le code du travail, notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-135 ;
Vu l'arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail ;
Vu l'arrêté du 15 mai 2006 modifié relatif aux conditions de délimitation et de signalisation des zones surveillées et contrôlées et des zones spécialement réglementées ou interdites compte tenu de l'exposition aux rayonnements ionisants, ainsi qu'aux règles d'hygiène, de sécurité et d'entretien qui y sont imposées ;
Vu l'arrêté du 29 novembre 2019 modifié relatif à la protection des sources de rayonnements ionisants et lots de sources radioactives de catégories A, B, C et D contre les actes de malveillance ;
Vu la décision n° 2008-DC-0095 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 janvier 2008 prise en application des dispositions de l'article R. 1333-12 du code de la santé publique, fixant les règles techniques auxquelles doit satisfaire l'élimination des effluents et des déchets contaminés par les radionucléides, ou susceptibles de l'être du fait d'une activité nucléaire ;
Vu la décision n° 2015-DC-0521 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 8 septembre 2015 relative au suivi et aux modalités d'enregistrement des radionucléides sous forme de sources radioactives et de produits ou dispositifs en contenant ;
Vu le courrier CODEP-DIS-2020-025925 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 12 juin 2020 relatif à l'évolution des conditions d'autorisation des services de médecine nucléaire par l'ASN pour la détention et l'utilisation du lutétium-177 ;
Vu les résultats de la consultation du public réalisée du 17/11/2025 au 01/12/2025 ;
Vu l'engagement de la direction du Centre Hospitalier intercommunal de Mont de Marsan et du Pays des sources du 17 juillet 2025 de réaliser les travaux nécessaires à la création d'une unité dédiée à la Radiothérapie Interne Vectorisée (RIV) au sein du service de Médecine nucléaire ;
Après examen de la demande reçue le 9 septembre 2025 présentée par l'établissement dénommé « Centre Hospitalier intercommunal de Mont de Marsan et du Pays des sources » (*formulaire daté du 9 septembre 2025*), et complétée en dernier lieu le 12 novembre 2025,

DÉCIDE :

Article 1^{er}

L'établissement « Centre Hospitalier intercommunal de Mont de Marsan et du Pays des sources » (personne morale titulaire de l'autorisation), dénommé ci-après le titulaire de l'autorisation, est autorisé à exercer une activité nucléaire à des fins médicales.

L'établissement « Centre Hospitalier intercommunal de Mont de Marsan et du Pays des sources » est représenté par son directeur d'établissement, signataire de la demande.

Cette décision permet au titulaire de :

- détenir des radionucléides en sources scellées ainsi que les produits et dispositifs en contenant ;
- détenir et utiliser des radionucléides en sources non scellées ;
- détenir et utiliser des appareils électriques émettant des rayonnements ionisants.

Cette décision est accordée pour des sources de rayonnements ionisants destinées aux fins de :

- diagnostic in vivo ;
- thérapie ;
- étalonnage ;
- réalisation de contrôles de qualité ;
- repérage anatomique et/ou correction d'atténuation ;
- recherche impliquant la personne humaine.

Article 2

L'exercice de l'activité nucléaire autorisée par la présente décision respecte les caractéristiques et conditions de mise en œuvre mentionnées en annexe 1, ainsi que les prescriptions particulières mentionnées en annexe 2 à la présente décision.

Article 3

La réception des installations ne peut être prononcée par le titulaire de l'autorisation qu'après la réalisation des contrôles initiaux prévus aux articles R. 1333-139 du code de la santé publique et R. 4451-40 et R. 4451-44 du code du travail. Les non-conformités signalées lors de ces contrôles font l'objet d'un suivi formalisé.

Tant que la réception des installations n'a pas été prononcée, la présente décision est limitée à :

- la détention des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision,
- l'utilisation des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente décision à la seule fin de réalisation des contrôles initiaux précités.

Article 4

La présente décision, enregistrée sous le numéro **M400014**, est référencée **CODEP-BDX-2025-067178**.

La décision portant autorisation référencée CODEP-BDX-2024-051177 est abrogée à la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 5

La présente décision, non transférable, est **valable jusqu'au 16 juillet 2029**. Elle peut être renouvelée sur demande adressée à l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection dans un délai minimum de six mois avant la date d'expiration.

Article 6

La cessation de l'activité nucléaire autorisée par la présente décision est à porter à la connaissance de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection trois mois avant sa date prévisionnelle.

Article 7

La présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au titulaire de l'autorisation.

Elle sera également publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection, à l'exception de ses annexes.

Fait à Bordeaux, le 8 janvier 2026

Pour le président de l'ASNR et par délégation,
le chef de la division de Bordeaux,

SIGNE PAR

Paul DE GUIBERT